
Conférence du désarmement

12 octobre 2015
Français
Original : espagnol

**Note verbale datée du 12 octobre 2015 adressée
au Secrétaire général de la Conférence du désarmement
par la Mission permanente de Cuba, transmettant le texte
de la déclaration de l'Assemblée nationale du pouvoir
populaire de la République de Cuba à l'occasion
de la Journée internationale pour l'élimination totale
des armes nucléaires**

La Mission permanente de la République de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales ayant leur siège à Genève présente ses compliments au Secrétaire général de la Conférence du désarmement, M. Michael Møller, et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint la Déclaration de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

La Mission permanente de Cuba demande que le texte susmentionné soit publié en tant que document officiel de la Conférence du désarmement.



Déclaration sur l'impératif d'interdiction et d'élimination totale des armes nucléaires

Nous, parlementaires membres de la Commission des relations internationales de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba, célébrant en ce 26 septembre la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et rappelant le soixante-dixième anniversaire du largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, réitérons l'appel urgent en faveur de l'interdiction des armes nucléaires et de leur totale élimination de la surface de la Terre.

Nous adressons un appel urgent à tous les parlements du monde pour qu'ils promeuvent des initiatives visant à atteindre cet objectif important, et qu'ils les appuient.

Sur la planète, on compte aujourd'hui près de 16 000 armes nucléaires, dont plus de 4 000 prêtes à être utilisées instantanément. L'emploi ou la menace d'emploi de ces armes, quelles que soient les circonstances, constitue une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies, et un crime contre l'humanité.

Nous rappelons que, en 1996, la Cour internationale de Justice a conclu de façon unanime qu'il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.

Nous soutenons l'engagement de toute urgence de négociations multilatérales afin de parvenir à la conclusion rapide d'une convention interdisant la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, le stockage, le transfert et l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires et prévoyant leur destruction.

Cette convention pourrait être adoptée lors de la Conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire, qui doit se tenir au plus tard en 2018.

Les parlementaires cubains sont fiers de vivre dans une région exempte d'armes nucléaires, officiellement proclamée Zone de paix lors du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'est tenu à La Havane, le 29 janvier 2014.

Nous rappelons que le chef historique de la révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, a été un porte-drapeau du combat mené en faveur de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Dans l'une de ses évocations de la nécessité d'un monde meilleur, sans armes nucléaires, il a sagement affirmé :

« Les peuples doivent exiger de tous les dirigeants politiques le respect de leur droit de vivre. Lorsque la survie de l'humanité, de son peuple et de tous ceux qui lui sont chers est ainsi mise en danger, personne n'a le luxe de rester indifférent, pas plus qu'il ne peut perdre une seule minute pour exiger le respect de ce droit. Demain, il sera trop tard. ».

**Commission des relations internationales
de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire
de la République de Cuba
22 septembre 2015**